



RÈGLEMENT D'APPEL A CANDIDATURES (RAC)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE N°2611I009

Fourniture d'un logiciel, en mode Saas, d'inventaire et de gestion des engins flottants, du parc roulant, du matériel d'exploitation-maintenance supérieur à 500 € HT et leurs prestations associées (dont la disponibilité et mutualisation de matériels)

Date et heure limites de réception des candidatures :














Mardi 3 mars 2026 à 17h00

*Consultation passée selon la **procédure avec négociation** en application des articles L. 2124-3, R. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique*

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
175 rue Ludovic Boutleux
CS 30820
62408 BETHUNE

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Fourniture d'un logiciel, en mode Saas, d'inventaire et de gestion des engins flottants, du parc roulant, du matériel d'exploitation-maintenance supérieur à 500 € HT et leurs prestations associées (dont la disponibilité et mutualisation de matériels)
	Mode de passation	Procédure avec négociation
	Type de contrat	Accord-cadre
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Groupement conjoint avec mandataire solidaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	48 mois fermes, 96 mois avec reconductions
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	Erreur ! Signet non défini.
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Décomposition de la consultation	4
1.4 - Type d'accord-cadre	5
1.5 - Nomenclature	5
1.6 - Modifications du marché	5
2 - Conditions de la consultation	Erreur ! Signet non défini.
2.1 - Délai de validité des offres (2 nd e étape de la procédure, dite « phase offre »)	5
2.2 – Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes	6
2.4 – Visite de site	6
2.5 – Insertion par l'activité économique	6
3 - Conditions relatives au contrat	Erreur ! Signet non défini.
3.1 - Durée du contrat et délais d'exécution.....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
4 - Contenu du dossier d'appel à candidatures	Erreur ! Signet non défini.
5 - Présentation des candidatures.....	Erreur ! Signet non défini.
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	Erreur ! Signet non défini.
7 - Examen des candidatures.....	Erreur ! Signet non défini.
7.1 – Niveau minimal de capacité	9
7.2 - Critères de jugement des candidatures	9
7.3 – Sélection des candidatures	10
8 – Jugement et classement des offres (2 nd e étape de la procédure « phase offre »)	Erreur ! Signet non défini.
8.1 - Critères de jugement des offres	11
8.2 – Négociation	12
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	12
9 - Renseignements complémentaires	Erreur ! Signet non défini.
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	12
9.2 - Procédures de recours.....	12
9.3 - Production des pièces par les candidats invités à remettre une offre	13

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

L'objet du présent accord-cadre est de mettre à la disposition de VNF un outil informatique permettant :

- un inventaire fiable du parc flottant, des engins et véhicules roulants ainsi que du matériel d'exploitation-maintenance identifié et supérieur à 500 € HT. Certains de ces matériels nécessitent un contrôle réglementaire.
- le suivi automatique fiable des contrôles périodiques réglementaires et leur planification ;
- le suivi financier des achats et leur amortissement ;
- les usages des matériels et leurs coûts de maintenance et d'entretien ;
- la disponibilité ou l'indisponibilité du matériel et la mutualisation de certains matériels ;
- la gestion du parc matériel dans son ensemble ;
- le reporting et indicateurs statistiques d'évolution des matériels (fréquence d'utilisation, âge moyen des matériels, etc..).

Cette solution informatique doit fournir à VNF et aux gestionnaires de matériels, les outils pour permettre de piloter la politique matériels de l'établissement et faciliter le suivi et la gestion au quotidien.

Le présent accord-cadre inclut les spécificités suivantes :

- assurer une interface adaptée pour les 3 familles de matériels (parc flottant, parc roulant et matériels d'exploitation-maintenance ;
- assurer le transfert intégral des données actuelles vers la solution retenue ;
- avoir la possibilité, à fréquence mensuelle et de manière automatique, de récupérer et d'intégrer dans l'outil informatique des données issues de bases de données tierces (ex : entretien, contrôles techniques, contrôles réglementaires, carburant), sous un format d'échange prédéfini aux standards VNF ;
- assurer la possibilité de connexions avec d'autres logiciels VNF (ex : GMAO) ;
- assurer la possibilité de connexion avec d'autres outils de l'Etat (ex : ODRIVE) ;
- assurer l'actualisation fonctionnelle du logiciel retenu (fournir la version la plus à jour possible)
- optimiser l'utilisation de l'application, de façon responsive, via un pc ou tout autre outil mobile (ex tablette ou smartphone)
- préparation de la migration de données de certains matériels nécessitant un contrôle réglementaire périodique et/ou d'un montant inférieur à 500 € HT vers la solution dédiée à ce besoin.

Le présent marché public prévoit aussi :

- la réalisation de formations aux administrateurs généraux afin d'assurer le transfert de connaissances.
- la réalisation de supports pédagogiques de formation, aussi bien écrits (ex : fiche pratique) que visuels (ex : tutoriel vidéo).

VNF souhaite pour ce marché la fourniture d'une solution dans une configuration en mode SAAS (logiciel en tant que service).

Ces éléments sont détaillés dans le CCTP (cahier des charges techniques particulières).

1.2 - Mode de passation

La présente consultation est passée selon la **procédure avec négociation** en application des articles L. 2124-3, R. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique.

Cette procédure se décompose en deux étapes :

1^{ère} étape : l'appel public à la concurrence qui a pour objet d'arrêter la liste des candidats admis à présenter une offre ;

Le présent règlement d'appel à candidatures concerne uniquement cette première étape de la procédure.

2nde étape : la consultation des candidats retenus, qui a pour objet de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse.

1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, en phases ni en tranches.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Type d'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre avec un opérateur économique, conclu à bons de commande tel que défini aux articles L. 2125-1-1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, sans montant minimum et avec un montant maximum établi en valeur, sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, soit 8 ans.

Les prestations seront commandées par bons de commande et réglées par l'application des prix du Bordereau des Prix Unitaires (BPU), aux quantités effectivement commandées et réalisées, dans la limite du montant maximum suivant : 780 000€ HT, soit 936 000 € TTC.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

L'accord-cadre concerne les codes CPV principaux suivants :

Code principal	Description
72268000-1	Services de fourniture de logiciels
50111000-6	Services de gestion, de réparation et d'entretien de parc de véhicules
48000000-8	Logiciels et systèmes d'information

L'accord-cadre concerne également les codes CPV secondaires suivants :

Code principal	Description
72261000-2	Services d'assistance relative aux logiciels
72260000-5	Services relatifs aux logiciels
72267100-0	Maintenance de logiciels de technologies de l'information

La nomenclature interne est principalement la suivante :

Nomenclature	Libellé
33.02.15	Logiciels pour les autres fonctions support et logistique

1.6 - Modifications du marché

En cas d'éventuels achats complémentaires, le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux avenants (dans les cas énumérés aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique).

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres (2nde étape de la procédure, dite « phase offre »)

Le délai de validité des offres est de **180 jours** ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres (2nde étape de la procédure, dite « phase offre »).

A l'issue des négociations, si elles ont lieu, une nouvelle date limite de remise des offres est arrêtée, celle-ci constitue le nouveau point de départ du délai de validité susvisé.

2.2 – Forme juridique du groupement

L'accord-cadre est conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence et des exigences des articles R. 2142-19 à R. 2142-24 et R. 2142-26 et R. 2142-27 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement :

- soit conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre.

- soit solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le mandataire du groupement ou l'un des membres du groupement, ne peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R.2142-22 du Code de la commande publique, la forme du groupement après attribution peut être imposée par le pouvoir adjudicateur, si cette transformation est nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre. **Ainsi, le groupement imposé serait un groupement conjoint avec mandataire solidaire.**

Pour apprécier la nécessité d'une telle transformation, VNF tiendra compte des risques engendrés par le niveau de responsabilité des membres du groupement.

En application de l'article R. 2142-26 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché sauf dans les cas expressément prévus par l'article R. 2142-26 précité.

2.2.1 Sous-traitance

La sous-traitance totale est interdite.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leurs montants) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat présente un sous-traitant dans son offre, celui-ci le sera au moyen d'une déclaration de sous-traitance joint au présent dossier de consultation.

2.2.2 Interdictions de soumissionner

Pourront être exclues de la procédure de passation du présent marché, les personnes se trouvant dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.

2.3 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de cette consultation.

2.4 – Visite de site

Sans objet.

2.5 – Insertion par l'activité économique

Sans objet.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 4 ans à compter de sa date de notification.

Il est tacitement reconductible 2 fois pour une période de 2 ans, sauf décision de dénonciation expresse prise par le représentant du pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

La durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, ne peut excéder 8 ans.

Les délais d'intervention et de résolution des dysfonctionnements sont précisés au CCTP.

Les délais d'exécution qui ne sont pas précisés dans le CCTP seront définis dans les bons de commande.

Les modalités de computation des délais sont prévues à l'article 3.2.1 du CCAG-TIC. Cet article s'appliquera sauf mention contraire dans le CCTP.

Par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG-TIC, certains délais fixés au CCTP s'entendent en jours ouvrés et non en jours calendaires.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC. Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée, après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Ressources propres.

Le mode de règlement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Une avance est prévue pour cette consultation. Le candidat pourra la refuser à l'acte d'engagement au stade de l'offre.

4 - Contenu du dossier d'appel à candidatures

Le dossier d'appel à candidatures contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement d'Appel à Candidatures (RAC) et son annexe,
- Le projet de Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le projet de Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le projet de Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- Les formulaires administratifs DC1, DC2 et déclaration de sous-traitance DC4, et leurs notices explicatives.

Le DCE est disponible gratuitement sur le profil d'acheteur de VNF (plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat PLACE).

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Les candidats ne sont pas autorisés à modifier le cahier des clauses particulières. Ils peuvent néanmoins attirer l'attention du pouvoir adjudicateur sur toute disposition qui leur paraisse devoir être signalée sous forme de questions pendant la consultation conformément à l'article 9.1 ci-après.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les candidatures des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euro.

Si les candidatures sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent :

- **soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr,
- **soit le Document Unique de Marché Européen** issu du Règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la commission du 5 janvier 2016, « eDUME » disponible sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/operateur-economique>).

- **Pièces de la candidature** telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le <u>chiffre d'affaires</u> global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Preuve d'une <u>assurance</u> pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les <u>effectifs</u> moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années et leur répartition selon les métiers. Le candidat précise aussi l'existence de compétences techniques externalisées et leurs caractéristiques. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'intervenants extérieurs (non-salariés de la société), il apportera la preuve qu'il pourra en disposer pour l'exécution du marché public (notamment qu'il a déjà travaillé avec ces intervenants). Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.	Non
Indication des <u>titres d'études et professionnels du candidat</u> ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celles de l'accord-cadre (types de profils dont il dispose)	Non
Liste des <u>principales prestations effectuées</u> (maximum 5 – cf. article 7.2) au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date, le rôle joué par le candidat (titulaire principal, sous-traitant, cotraitant) et sa part de prestation, ainsi que le destinataire public ou privé. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.	Non
Certificat(s) de qualification professionnelle ou tout autre document équivalent attestant des compétences en lien avec les prestations (certifications, niveaux de partenariat éditeurs)	Non

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières **d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie** pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. Le candidat doit apporter la preuve qu'il disposera des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié comme un écrit de l'opérateur économique s'engageant à mettre à disposition du candidat ses capacités pour toute la durée du marché.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, le pli contiendra autant de sous-dossiers que de sous-traitants déclarés, comprenant les documents précités, ainsi que la déclaration de sous-traitance (modèle joint au présent dossier).

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les candidats ont l'obligation de transmettre leur candidature par voie électronique selon les modalités pratiques de transmission décrites en annexe n°1 au présent règlement d'appel à candidatures.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Les plis peuvent être doublés d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, selon les modalités prévues en annexe n°1 au présent règlement d'appel à candidatures. Celle-ci sera ouverte si les conditions de l'article R. 2132-11 du Code de la commande renvoyant à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde sont bien remplies.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents hormis pour le BPU et le DQE (format Excel imposé). Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7 - Examen des candidatures

7.1 – Niveau minimal de capacité

Conformément aux articles R.2146-6 et suivants du Code de la commande publique, les candidats devront démontrer que leur chiffre d'affaires annuel global est au moins égal à 200 000 au cours des 3 derniers exercices disponibles.

Les candidatures qui ne satisferont pas à cette exigence minimale seront éliminées.

7.2 - Critères de jugement des candidatures

Les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats seront évaluées sur la base des éléments transmis au titre de leur candidature. Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

Critères et sous-critères de candidature	Notation et pondération
<p>1. Capacités professionnelles du candidat, notées sur 100 points, pondéré à 80% et analysées sur la base des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Pertinence des références présentées (maximum 5) sur 100 points et pondéré à 50%. Pour chaque référence similaire à l'objet de l'accord-cadre, le candidat devra indiquer les éléments suivants :○ pourcentage de développement en interne de l'outil et pourcentage sous-traité,○ indicateurs de suivi mis en place,○ délais d'intervention,○ ancienneté de la solution proposée,	80%

<ul style="list-style-type: none"> ○ notation de clients, ○ type d'hébergement de la solution, ○ mobilité de la solution, ○ gestion multisites de la solution, ○ interconnexions éventuelles avec d'autres logiciels ou API, ○ limite des possibilités de paramétrage, ainsi que tout autre élément jugé pertinent par le candidat et en rapport avec l'objet du marché. <p>Des références portant sur la réalisation de formations devront également être fournies.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables des projets de même nature que celles de l'accord-cadre, sur 100 points et pondérée à 30%. Seront ici analysés les éléments fournis par le candidat, sous forme de CV par exemple, en indiquant clairement le nombre d'années d'expérience dans le domaine concerné, en fonction des profils demandés dans le CCTP, y compris les profils des formateurs dont dispose la société. • Certificat(s) de qualification professionnelle ou tout autre document équivalent attestant des compétences en lien avec les prestations (certifications, niveaux de partenariat éditeurs), sur 100 points et pondéré à 20% 	
<p>2. Capacités techniques du candidat sur 100 points et pondéré à 20% et analysées sur la base de l'élément suivant :</p> <p>Le candidat devra fournir une déclaration indiquant les effectifs permanents, les moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années disponibles et leur répartition selon les métiers.</p> <p>Le candidat précise aussi l'existence de compétences techniques externalisées et leurs caractéristiques.</p>	20%

7.3 – Sélection des candidatures

Le pouvoir adjudicateur vérifie que l'ensemble des renseignements demandés au titre de la candidature ont été transmis. Au cas où les pièces demandées sont absentes ou incomplètes, il pourra demander aux candidats de produire ou de compléter ces pièces.

Quatre candidats maximums seront invités à remettre une offre, les quatre premiers du classement à l'issue de la mise en œuvre des critères de sélection des candidatures.

Tout candidat dont la note globale est inférieure à 50 points est éliminé.

Sont également éliminés les candidats ne remplissant pas l'exigence de capacité minimale.

Ainsi, ne pourront être sélectionnés que les quatre premiers du classement à condition que leur note globale soit égale ou supérieure à 50 points. Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur à quatre, le pouvoir adjudicateur peut décider de poursuivre la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

8 - Examen et classement des offres (2^{ème} étape de la procédure dite « phase offre »)

8.1 - Critères de jugement des offres

Les critères de jugement des offres sont précisés ci-dessous **à titre indicatif** car les offres seront remises uniquement lors de la seconde étape de la procédure par les candidats admis à remettre une offre.

L'accord-cadre est attribué aux candidats ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Critères	Pondération
<p>1- Critère valeur technique</p> <p>Le critère de la valeur technique, noté sur 100 points, est apprécié sur la base du mémoire technique fourni par les candidats, en prenant en compte les sous-critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Sous-critère 1 : Qualité de l'équipe dédiée et de l'organisation opérationnelle et pertinence et cohérence du planning projet (première année du marché public) à l'aune des moyens humains alloués (notée sur 100 points et pondéré à 20%).</u> • <u>Sous-critère 2 : Qualité de la méthodologie de travail adaptée au contexte VNF (notée sur 100 points et pondéré à 15 %).</u> • <u>Sous-Critère 3 : Qualité fonctionnelle de l'outil informatique (noté sur 100 points et pondéré à 35 %).</u> • <u>Sous-critère 4 : Qualité technique de l'outil informatique (noté sur 100 points et pondéré à 10 %).</u> • <u>Sous-critère 5 : Qualité ergonomique de l'outil informatique proposé (noté sur 100 points et pondéré à 20%).</u> <p>La note sur 100 points ainsi obtenue sera pondérée à 50 % dans le total de la note finale.</p>	50 %
<p>2- Critère environnement</p> <p>Le critère environnement, noté sur 100 points sera apprécié sur la base du mémoire technique remis, en prenant en compte les sous-critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sous-critère 1 : sur la base d'une maquette et ou d'une présentation détaillée montrant un exemple de reporting réalisable par l'application. Ces statistiques ou indicateurs devront permettre d'assurer une aide à la décision fiable, notamment pour évaluer l'évolution du verdissement du parc ainsi que la réduction du nombre de véhicules au fil du temps. Ce support attendu devra être suffisamment précis pour suivre les tendances, mesurer les progrès réalisés et identifier les éventuels écarts nécessitant des actions à planifier, ainsi qu'une planification budgétaire associée, (noté sur 100 points et pondéré à 70%) • Sous-critère 2 : sera apprécié, sur la base d'un reporting, qui permettra également de mesurer l'impact carbone (bilan carbone) des parcs roulants et flottants de l'établissement, (noté sur 100 points et pondéré à 30%) <p>La note sur 100 points ainsi obtenue sera pondérée à 10% dans le total de la note finale.</p>	10%
<p>2 – Critère prix des prestations</p> <p>Le critère prix, noté sur 100 points, sera apprécié par rapport à l'offre la moins disante sur la base du montant total TTC du détail quantitatif estimatif.</p> <p>Il sera apprécié par rapport à l'offre la moins disante, selon la formule suivante :</p> $Note = 100 \times \frac{MOMD}{MOJ}$ <p>Dans laquelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MOMD : Montant de l'offre la moins disante. - MOJ : Montant de l'offre jugée. 	40 %

Le DQE est établi avec des quantités estimatives sur la durée totale du marché public.	
La note sur 100 points ainsi obtenue sera pondérée à 40 % dans le total de la note finale.	
Les différents critères seront ajoutés et chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.	

8.2 – Négociation

En application des articles R.2161-17 à R.2161-20 du Code de la commande publique, après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les candidats ayant déposé une offre.

La négociation pourra porter sur tous les éléments techniques de l'offre ainsi que sur les prix. Elle pourra se dérouler par entretien oral en présentiel dans les locaux de VNF à Paris ou à Béthune ou en distanciel en visioconférence. Dans des conditions de stricte égalité entre les candidats et de confidentialité des échanges, la négociation pourra également revêtir la forme écrite d'échange de courriels ou de courriers.

Les modalités pratiques du déroulement de la phase de négociation (durée, horaires, lieu...) seront indiquées ultérieurement dans la lettre de convocation à la négociation.

Un procès-verbal de l'entretien de négociation sera établi pour chaque candidat.

Dans le cas de négociation par courriers, ceux-ci seront échangés par le biais de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Les candidats seront invités à remettre une nouvelle offre après négociation.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des mêmes critères que ceux précités. Le classement final sera établi à l'issue des négociations.

Il est demandé aux candidats d'indiquer dans leur offre les coordonnées de la personne habilitée à négocier.

Le présent marché pourra être attribué sur la base des offres initiales sans négociation.

8.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations prévus à l'article 9.3 du présent document.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du lien « Poser une question » figurant sur la page internet de la consultation sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des candidatures.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des candidatures (aucune réponse ne sera communiquée oralement).

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Lille.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Lille
5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014 LILLE CEDEX
Téléphone : +33 3 59 54 23 42
Télécopie : +33 3 59 54 24 45

Greffe des procédures d'urgence

Télécopie : +33 3 59 54 24 50
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours accessible par le site www.telerecours.fr

9.3 - Production des pièces par les candidats invités à remettre une offre

Les candidats sélectionnés à l'issue de l'analyse des candidatures ne seront invités à remettre une offre que s'ils produisent les certificats et attestations prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique.

A ce titre, le pouvoir adjudicateur acceptera comme justificatifs et moyens de preuve suffisants des informations les documents suivants :

- Une déclaration sur l'honneur établissant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique ;
- Les certificats de régularité émanant des administrations fiscales et sociales ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail ;
- En cas de redressement judiciaire, copie du ou des jugement(s) prononcé(s).



Si un des candidats dont la candidature a été retenue ne peut produire ces documents dans le délai imparti, sa candidature sera rejetée.

ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION
MODALITES PRATIQUES DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES AU FORMAT ELECTRONIQUE

Article 1 – Mode de transmission

1.1. Généralités

Date limite de remise des candidatures

Les candidats transmettront leurs candidatures impérativement au plus tard à la date et l'heure limites figurant sur la page de garde du présent document et dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Modalité de transmission

Pour transmettre leur candidature par voie électronique, via la plate-forme des marchés de VNF, les opérateurs économiques devront :

- S'inscrire sur la plate-forme de gestion des marchés publics de VNF PLACE accessible à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr>
- Être titulaire d'un certificat de signature électronique.

1.2. Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

En application de la réglementation en vigueur :

- arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique ;
 - règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur
- <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32014R0910&from=FR>,

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) Au certificat de signature du signataire,
- 2) À l'outil de signature utilisé, devant produire des jetons de signature ¹ conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés : XAdES, CAdES ou PAdES.

1^{er} cas : Certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement susvisé.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2^{ème} cas : Certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé (eIDAS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- 1) La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)
- 2) Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- 3) L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

¹ Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé)

1.3. Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

1^{er} cas : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

Le pouvoir adjudicateur se réserve néanmoins la possibilité de demander au candidat des informations visant à la vérification de ce certificat de signature.

2^{ème} cas : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

Article 2 – Formalisme de la réponse

2.1. Généralités

Les opérateurs économiques doivent insérer dans leur pli électronique l'ensemble des documents requis.

Le fichier contient les documents demandés au présent règlement d'appel à candidatures.

Ces documents sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants :

- Format Word (".doc") (version Word 2019 et postérieures) ;
- Format Acrobat (".pdf") (version Acrobat 8 et postérieures) ;
- Format Excel (".xls") (version Excel 2019 et postérieures) ;

Ces fichiers seront nommés "nom_fichier.ext" où :

- "nom_fichier" correspond au nom du document
- ".ext" correspond à l'une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plate-forme

Après création du pli, les candidats se connectent sur le site <http://www.marches-publics.gouv.fr> et doivent la déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse.

2.2. Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cédérom, DVD Rom, clé USB) ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde, **Accord-cadre n° 2611I009 - Fourniture d'un logiciel, en mode Saas, d'inventaire et de gestion des engins flottants, du parc roulant, du matériel d'exploitation-maintenance supérieur à 500 € HT et leurs prestations associées (dont la disponibilité et mutualisation de matériels).**

Cette enveloppe contiendra les pièces demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé au siège de VNF, à Béthune, au plus tard à la date et l'heure limite de remise des plis fixées en page de garde du présent règlement d'appel à candidatures. Les heures d'ouverture des bureaux sont les suivantes : de 9h00 à 18h00. Si elles sont envoyées par la poste ou par tout moyen permettant de donner une date certaine, parvenir à l'adresse ci-dessous au plus tard à la date et heure limites de remise des plis fixées en page de garde du présent règlement.

**Voies navigables de France – Unité achats et commande publique
175, rue Ludovic Boutleux CS 30820**

62408 Béthune cedex

Copie de Sauvegarde

« PLI A NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »

Accord-cadre n° 2611I009 - Fourniture d'un logiciel, en mode Saas, d'inventaire et de gestion des engins flottants, du parc roulant, du matériel d'exploitation-maintenance supérieur à 500 € HT et leurs prestations associées (dont la disponibilité et mutualisation de matériels).

Les candidats transmettront leurs candidatures impérativement au plus tard à la date et l'heure limites. Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès leur est affiché, puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à VNF.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les dossiers qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-avant, seront considérés hors délais et ne seront pas retenus.

Pour tout complément d'information ou toute difficulté relative à l'utilisation de la plateforme de dématérialisation, le candidat est invité à contacter le service « Support en ligne » PLACE. Le support téléphonique PLACE (01 53 18 90 00) peut être contacté si le candidat dispose d'un numéro de ticket correspondant à une demande d'assistance créée.